



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES  
ET SOCIALES**

**Numéro 6**

**Juillet – Décembre 2017**

***La socioéconomie de la pauvreté féminine et coopératives agricoles en milieu rural  
camerounais***

***The socioeconomy of female poverty and agricultural cooperatives  
in rural Cameroon***

***Dr Yomb Jacques, Ph.D***

***Département de sociologie  
Faculté des Lettres et Sciences Humaines  
Université de Douala- Cameroun  
Email : [precojam94@yahoo.fr](mailto:precojam94@yahoo.fr)***

**Résumé**

L'objectif majeur de cette recherche est d'évaluer l'impact socioéconomique des coopératives agricoles féminines dans la lutte contre la pauvreté rurale. **La problématique** se résume dans les questionnements suivants : Comment à travers les coopératives agricoles les femmes peuvent-elles véritablement lutter contre la pauvreté rurale alors qu'elles sont considérées comme d'éternelles cadettes sociales ? Autrement dit, comment les femmes peuvent-elles marquer la soutenabilité financière et impacts socioéconomiques ambitieux dans un contexte marqué par des survivances culturelles ? Les coopératives agricoles des femmes ne remplissent-elles pas des rôles au double mode d'utilité, sociale et économique en dépit des discriminations sociales dont elles sont victimes ?

**Mots clés :** Pauvreté rurale- pauvreté féminine- lien social- coopératives- cadettes sociales- capital social- socioéconomie.

**Abstract**

The main objective of this research is to evaluate the socio-economic impact of women's agricultural cooperatives in the fight against rural poverty. The problem can be summed up in the following questions : How can women, through agricultural cooperatives, really fight against rural poverty when they are considered as eternal social cadets? In other words, how can women mark financial sustainability and ambitious socio-economic impacts in a context marked by cultural survivals? Do not women's agricultural cooperatives fulfill dual roles of utility, social and economic status despite the social discrimination they suffer?

**Key words** : rural poverty- female poverty- social link- cooperatives- social cadets- social capital- socioeconomy.

**Introduction**

Cette étude met en exergue les effets indus des coopératives dans la lutte contre la pauvreté féminine en milieu rural Camerounais. Dans la construction de la réalité socioéconomique des ruraux, les femmes sont victimes des construits sociaux les taxant de cadettes sociales et donc incapables de s'autodéterminer sans la présence masculine. Or les exigences actuelles du développement ou plutôt de la lutte contre la pauvreté exigent le bannissement des considérations subjectives dans l'amélioration des conditions de vie, d'où la problématique de la participation des acteurs dans le développement local d'une part. D'autres part, le retrait de l'Etat dû aux injonctions des institutions de Brettons woods, ouvre une opportunité aux acteurs intermédiaires tels que les coopératives, les microfinances, les tontines etc. de participer véritablement à la lutte contre la pauvreté en générale et féminine en particulier sans aucune discrimination. Les femmes étant au cœur du système de production et bien souvent dans une situation d'extrême pauvreté comparées aux hommes, les coopératives deviennent pour elles, une arme redoutable dans leur émancipation socioéconomique individuelle et collective du ménage, voir même de leurs villages. Au regard de cette problématique, le questionnement suivant sert de fil conducteur à cette recherche : Comment à travers les coopératives agricoles les femmes peuvent-elles véritablement lutter contre la pauvreté rurale alors qu'elles sont considérées comme d'éternelles cadettes sociales ? Autrement dit, comment les femmes peuvent-elles marquer

la soutenabilité financière et impacts socioéconomiques ambitieux dans un contexte marqué par des survivances culturelles ? Les coopératives agricoles des femmes ne remplissent-elles pas des rôles au double mode d'utilité, sociale et économique en dépit des discriminations sociales dont elles sont victimes ? Bref, quels liens et échanges sociaux mobiliser, mettant les femmes au cœur des coopératives peuvent-ils les conduire à la lutte effective contre la pauvreté en milieu rural ? L'étude se structure en trois parties. La première rend compte du cadre conceptuel et théorique et méthodologique. La deuxième est relative à l'évolution des coopératives au Cameroun et aux pratiques déterministes dont sont victimes les femmes dans la prise de décisions. La troisième partie met en lumière la dynamique socioéconomique des coopératives agricoles féminines dans la lutte pour le développement rural et de l'empowerment des femmes pauvres.

## **1. Cadre conceptuel, théorique et méthodologique**

### **1.1. La cadre conceptuel et théorique**

La socioéconomie se définit comme étant l'ensemble des relations sociales construites autour d'une activité économique quelconque, mais bien précise. Dans ce sens et dans le cadre de notre recherche, la socioéconomie féminine est liée aux activités marchandes qui naissent, se construisent et se développent dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural. En d'autres termes, la socioéconomie est en d'autres mots, une branche des sciences économiques et de la sociologie, qui examine l'influence des rapports humains sur l'évolution économique. A contrario, la sociologie économique examine les influences des relations économiques sur les groupes sociaux (Yomb, 2012)<sup>1</sup>. La pauvreté reste un concept polysémique, et appréhendé de diverse manière. Nous l'analysons ici sous l'aspect monétaire qui se traduit par des revenus en dessous d'un certain seuil (dit « de pauvreté »), fixé soit de manière globale (« un dollar par jour ») soit en fonction de la situation socioéconomique de la société en question. Un deuxième aspect, mis en avant, entre autres, par le PNUD<sup>2</sup> à travers son concept de développement humain, concerne la satisfaction des besoins élémentaires (se nourrir, se loger, se former, etc.) ; dans ce cas, est pauvre celle et celui qui vit dans des conditions insatisfaisantes par rapports à ces besoins fondamentaux. Dans le cadre dans la présente réflexion, elle est relative exclusivement à la situation de la

---

<sup>1</sup> Yomb, (2012), « Lien social, socioéconomie foncière et habitat en milieu urbain camerounais » dans *les cahiers du MECAS*, N°8, Alger, Université de Tlencem

<sup>2</sup> PNUD= Programme des Nations Unis pour le Développement

femme en milieu rural camerounais. La Loi N° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune présente la coopérative comme étant un groupe de personnes physiques ou morales qui s'associent librement pour atteindre des buts communs par la constitution d'une entreprise dirigée de manière démocratique et à laquelle elles sont liées par un contrat qui fixe les règles de leur activité avec cette organisation, la répartition équitable de son capital, et la participation aux risques liés à ladite activité. De façon plus explicite, c'est une loi qui va jusqu'à l'énumération des droits des membres des coopératives. Réglemente le fonctionnement des organes des coopératives comme l'assemblée générale, (organe suprême de délibération), le conseil d'administration (organe d'administration et de gestion de la coopérative), le comité de surveillance (chargé de contrôler la gestion de l'entreprise), et le directeur. Énonce les ressources financières dont disposent les sociétés coopératives. Fixe la répartition des excédents annuels parmi les membres des coopératives. Soumet les coopératives à l'obligation de faire contrôler leurs comptes annuels par un organisme habilité, dont le rapport doit être rendu public devant l'assemblée générale (Ngue et Nhanag, 2000)<sup>3</sup>. Quant au milieu rural, il se définit comme étant un espace social qui englobe l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes, c'est-à-dire des zones situées en dehors des grands centres urbanisés. Le milieu rural constitue le lieu de production d'une grande partie des denrées et des matières premières. Essentiellement agricole et sylvicole antérieurement, il est en voie de transformation et assure de plus en plus des fonctions de détente, de loisirs, de dépaysement et de vie alternative, notamment pour les habitants des grands centres urbains. Sa spécificité se situe dans une diversité d'attitudes, de traditions socioculturelles, de liens avec la nature et de caractéristiques économiques et environnementales dont l'origine est principalement basée sur l'agriculture et la sylviculture. Cette spécificité lui procure son attractivité et doit donc être préservée, tout en assurant une réponse adéquate et durable de ses besoins. (Source : OCDE et Conseil de l'Europe. Bref, ce sont des organisations intermédiaires dont l'objectif majeur est l'amélioration des conditions de vie en générale et la lutte contre la pauvreté en particulier. La lutte pour l'amélioration des conditions de vie en milieu rural reste une préoccupation majeure partagée par plusieurs disciplines et par ricochet, une multiplicité de théorie. Cette

---

<sup>3</sup> Ngue et Nhanag (2000), *Code civil, Cameroun, Ed, MINOS 2000*, pp. 856-882)

diversité de théorie se remarque également en sociologie qui produit des formes différenciées de lien social ; pour certains, la participation de la femme au développement socioéconomique doit s'inscrire dans les règles établies par l'organisation traditionnelle ; pour d'autres par contre, il est temps de repenser l'organisation traditionnelle dans le sens du développement durable ; dans ce sens, tous les acteurs en présence en milieu rural se doivent de participer au développement de leur cadre de vie. Le premier mode de lecture est récusé parce qu'il n'accorde aucune opportunité aux femmes. Il réduit l'agent(e) féminine à sa simple expression et la maintient dans des fonctions classiques (travaux champêtres, services de cuisine et reproduction). La femme est maintenue dans la reproduction sociale, sans aucune possibilité de s'émanciper et de s'autodéterminer. Bref, elle est considérée comme étant l'anti-participation à la lutte réelle contre la pauvreté. Le second est le plus indiqué au regard de nombreux échecs des projets de développement dans le monde en général et dans les pays en développement en particulier. Elle stipule que les connaissances de tous les acteurs en présence doivent être prises en compte y compris celles des femmes. La théorie de la participation intègre toutes les énergies en présence. L'agriculture étant la principale activité en milieu rural, le rôle de la femme dans le système de production est donc indispensable (actrice majeure dans l'agriculture vivrière et avec une participation notoire dans l'agriculture de rente). (Yomb, 2012)<sup>4</sup>. Bref, la participation « *requiert l'implication, voir l'engagement collectif de la communauté dans une série d'action collectives sur la base des valeurs partagées et sur la coopération des gens à tous les niveaux du corps social et part du principe de la communauté d'intérêt* » (Lammarink et Woffers, 1998)<sup>5</sup>. Il n'est plus question de laisser les hommes et les femmes à eux seuls la gestion des initiatives de développement quoi qu'ils relèvent de leurs domaines de prédilection. Au contraire, la participation doit être communautaire, car il « *s'agit à tout le moins d'un cas de régulation conjointe* » (Raynaud, 1989)<sup>6</sup>.

## 1.2- Méthodologie et proposition d'un modèle d'analyse

La méthode retenue dans le cadre de cette recherche est majoritairement qualitative, car il est question pour de ressortir les interactions construites par les femmes dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté dans un contexte marqué les dominations culturelles. Nous avons donc accordé une marge de liberté majeure aux acteurs pour ressortir les

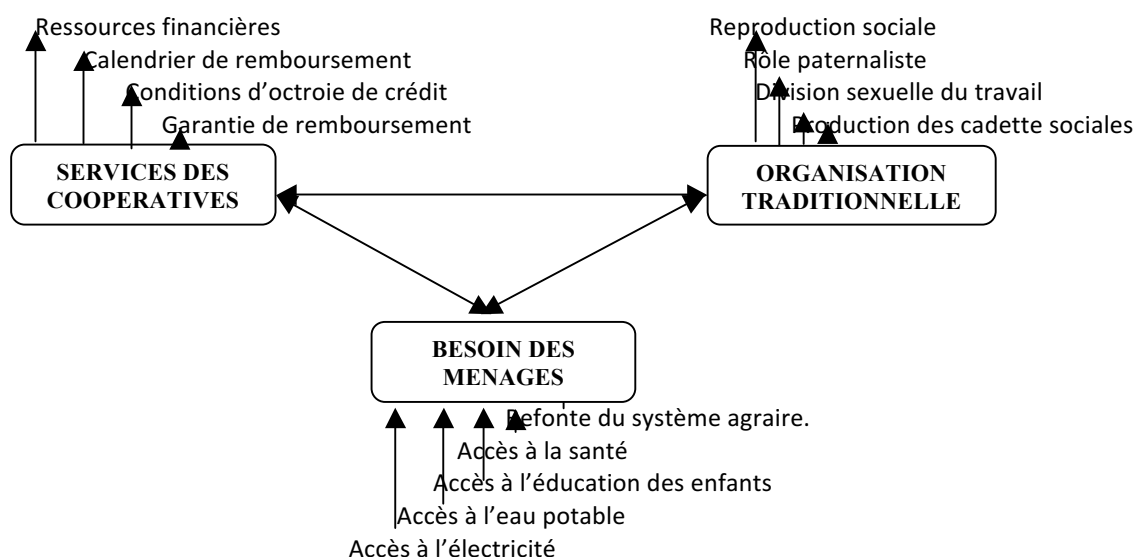
---

<sup>4</sup> Yomb, (2012), Op.cit

<sup>5</sup> Lammarink et Woffers, (1998), *Approche participative pour un développement durable*, Paris, Harmattan

<sup>6</sup> Raynaud, (1989), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris, Armand colin

regards que les acteurs locaux et les membres des coopératives ruraux ont de ses organisations intermédiaires à travers des entretiens semi-directifs et le type d'échantillonnage étant à choix raisonné. Pour une analyse profonde de cette recherche, nous proposons le modèle d'analyse suivant :



Le modèle ci-dessus que nous proposons se construit sur un cadre empirique articulant trois acteurs impliqués dans la production et les échanges sociaux dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Les structures de « coopérative » apportent de leur savoir dans la solidarité locale. Elles mobilisent les ressources financières, établissent les calendriers de remboursement. Compte tenu du nombre élevé des femmes en quête de financement, elles déterminent les conditions d'octroi de crédit en établissant à la même occasion des garanties de remboursement. L'organisation sociale rurale établit le mode de fonctionnement de la société, et au premier degré, ses mécanismes de reproduction sociale. Quand bien les financements sont réservés à l'entrepreneuriat féminin, les responsables des structures locales traditionnelles rappellent très souvent la place de la femme dans la division sociale du travail. Bien que, nous nous intéressons aux coopératives en général et féminines en particulier, le mode de fonctionnement a tendance à être paternaliste. Car dans les structures de développement en général, On y retrouve, « *les membres des communautés de développement, les chefs des villages, les diverses associations locales, et les leaders d'opinion, les individus de grande assise populaire de part leur chaleur communicative ; ils sont très impliqués dans la vie des ménages et dans les processus de développement local ; à l'instar des chefs traditionnels dans les chefferies stratifiées, les*

*leaders d'opinion sont des agents influents placés à des points névralgiques des canaux de communication dans les sociétés dites acéphales ; plus la ruralité est prégnante, plus forte est l'influence des segments intermédiaires »* (Ekomo Engolo, 2005)<sup>7</sup>. Très souvent, les ménages sollicitent les coopératives afin d'améliorer au quotidien leurs conditions de vie. Les actions menées par ces coopératives visent la refonte du système agraire, la résolution des problèmes liés à la santé, le financement des études de leurs progénitures, l'accès à l'eau potable et la participation aux projets collectifs par la mise des activités productrices biens définies. Tous ses aspects de la vie quotidienne des ménages ne peuvent être satisfaits que si les coopératives montées par les femmes fonctionnent avec la participation de tous ceux qui disposent des connaissances exploitables sans discriminations aucunes.

## **2- Evolution des coopératives au Cameroun et typologie et pratiques déterministes**

### **2.1. Evolution des coopératives au Cameroun**

Le retrait progressif de l'Etat en milieu rural a eu ceci de particulier que cet espace social avait là une opportunité de se construire non pas par des interventions venant du haut ou descendantes, mais plutôt par des constructions autonomes et autoentretenues. Même si les tentatives de construction du territoire ne datent pas d'aujourd'hui, il faut tout de même reconnaître que l'avènement de la démocratie au Cameroun a impulsé la mise sur pied en milieu rural d'un développement autonome, participatif et durable. Avec les lois du 14 août 1992 précédé par celle portant sur les associations et les coopératives, il y aura un foisonnement de regroupement divers et multiforme. Ainsi, que ce soit sous la forme de classes d'âge, de regroupement sur la base de l'appartenance sexuelle, religieuse ou encore lignagère, les différentes formes d'associations en général et les coopératives en particulier ont joué un rôle important dans les activités économiques, politiques et culturelles du Cameroun. Plus ambitieuses aujourd'hui que par le passé où elles étaient presque totalement inféodées à l'Etat, elles sont devenues des acteurs majeurs de la scène du développement en général et rural en particulier. Bref, par le passé, *« Les formes précédentes des Groupements se caractérisaient ainsi : 1) les produits des activités économiques étaient consommés lors de fêtes réunissant les membres ; 2) les ressources provenaient des seules activités de l'association ; 3) les contacts avec les institutions de*

---

<sup>7</sup> Ekomo Engolo, (2005), « La crise du lien social dans le développement local » in *les annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* de l'université de Douala

développement étaient rarissimes sinon inexistants. Mais aujourd'hui, ces associations connaissent des évolutions diverses en fonction des contraintes et opportunités du milieu, ainsi que de la stratégie des acteurs locaux. Les subventions, sous forme de dons ou crédits se dirigent vers les villages sous la houlette de la coopération bilatérale et surtout de nouveaux acteurs de la coopération internationale : les ONG » (Thieba, 1992)<sup>8</sup>. Dans ces différentes formes de régulations de lutte contre la pauvreté en milieu rural, va naître une multitude de coopératives en milieu rural camerounais dont les objectifs ne sont pas toujours les mêmes, mais gardent cependant un dénominateur commun, à savoir la lutte pour le développement macroscopique et microscopique. De part leurs objectifs, celles-ci peuvent s'établir ainsi qu'il suit :

Tableau N°1 : Typologies des coopératives rurales au Cameroun

N°	Types de coopératives	Objectifs	Secteurs d'activités	Exemples
01	Les Coopératives de producteurs	Regrouper des personnes physiques et morales pour mettre en place un réseau efficace et pour favoriser des services nécessaires à l'exercice de leur profession	- Industrie agroalimentaire- Services professionnels- Services techniques- Innovations- regroupement de travailleurs autonomes- services-conseils etc....	UCCAO  COOPAFERLOS
02	Les coopératives de travail	Permettre aux travailleurs d'être à la fois propriétaires et employés, de contrôler l'ensemble des activités et prendre part à la gestion de l'organisation	-Aménagement forestier- Transformation du bois - Services aux entreprises - Nouvelles technologies de l'information etc...	SOCOOPAGRO
03	Les coopératives de consommateurs	Fournir des biens et services aux membres pour leur usage personnel	Alimentation- Habitation- Biens et services en milieu scolaire- Câblodistribution- Assistance funéraire- Epargne et Crédit- Regroupement d'achats etc.	SOCOOPAGRO- UCCAO
04	Les coopératives de Solidarité	Regrouper de façon efficace des travailleurs et utilisateurs ayant à cœur une même cause ou des intérêts communs. Toute autre personne ou société intéressée par l'objet de la coopérative peut adhérer à titre de membre de soutien.	-Service et soins d'aide à domicile-Assistance sociotechnique- soins et services à domicile, développement local etc...	SOCOOPAGRO- UCCAO
05	Les coopératives de travailleurs Actionnaires	Les travailleurs se regroupent pour acquérir du capital-action de l'entreprise privée qui les emploie. Ils constituent une coopérative pour les représenter et deviennent actionnaires de l'entreprise. Ils ont ainsi la possibilité de participer à l'administration de l'entreprise et à l'organisation du travail.	-Fabrication -Haute technologie -Manufacturier, etc...	COOPHACAM  CACED  SOCOBI

Source : Notre enquête

<sup>8</sup> Thieba (1992), « Les organisations paysannes : émergence et devenir », *Bulletin de l'APAD*, N°



## 2.2. Des pratiques déterminantes aux construits quotidiens discriminants

Dans la construction de l'économie locale en milieu rural, les femmes sont généralement victimes de certains construits sociaux dans la gestion des ménages. Les facteurs culturels ne leur permettent pas toujours de s'exprimer et de prendre des décisions majeures. Sa participation, son pouvoir se limite très généralement dans les cultures vivrières lors de la période de semence selon le calendrier agricole. Autrement dit, *« la situation de la femme camerounaise est caractérisée par la persistance de son statut inégalitaire tant sur le point de vue de sa position socioculturelle, économique que son statut juridique et politique »* (Mebu Nchimi, 1996)<sup>9</sup>. Elle souffre des injustices et de nombreuses brimades dans une société au sein de laquelle l'homme en tant que mari et chef de famille, a des droits incontestés sur son épouse. Par exemple, les dérives dans l'application du droit ainsi que les traditions dans bon nombre de villages étudiés écartent la femme de l'accès à la propriété foncière et du droit de l'héritage. Bien que la constitution camerounaise stipule que *« tous les êtres humains sont égaux en droits et devoirs »*, la mise en application de ce principe se heurte à la persistance de certaines dispositions traditionnelles reflétant des anachronismes, et, *« ces facteurs conjugués à une sous information des femmes et aux pesanteurs socioculturelles représentent des contraintes à l'amélioration des conditions de vie de la femme et perpétue la pauvreté »* (Mebu Nchimi, 1996)<sup>10</sup>. Il est donc difficile dans ce contexte de lutter efficacement contre la pauvreté même étant membre d'une coopérative lorsqu'elle n'a aucun pouvoir de décision. Cette situation est encore plus grave pour les femmes rurales, car du fait de l'absence de code agraire, l'accès à la terre est régi par la loi du régime foncier qui stipule que l'attribution des terres à un futur propriétaire ne peut être effective qu'après sa mise en valeur. Comme mentionné plus haut, la controverse dans le transfert des connaissances au sein des ménages subsiste et la participation dans la prise des décisions des enfants devant être par exemple soutenu dans le parcours éducatif est favorable à l'homme. Dans le choix relatif à la scolarisation des enfants, les femmes n'ont généralement pas une grande marge d'expression reconnue. Ce sont les hommes qui décident et les jeunes garçons ont plus de faveurs, étant perçus comme devant assurer la continuité de la descendance.

<sup>9</sup> Mebu Nchimi, (1996), « le genre au Cameroun, diagnostic, politiques et stratégies de valorisation du potentiel féminin » in GTZ/ BC, Yaoundé.

<sup>10</sup> Mebu Nchimi, (1996), Op Cit

Grosso modo, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, les femmes travaillent en moyenne huit (8) heures plus que les hommes (PNUD, 1998)<sup>11</sup> et ce en raison notamment des travaux domestiques. Malheureusement aussi, elles ne gèrent pas très souvent les fruits de leurs travaux parce que étant comme des non mûres. Notons que, « *les femmes camerounaises surtout en milieu rural souffrent encore de diverses formes de marginalisation dont les plus visibles sont, sur le plan coutumier et traditionnel, les mariages précoces, la pratique de la dot, les problèmes liés à l'héritage et à l'égalité des droits en général, les problèmes fonciers et d'accès à la terre etc..* » (PNUD, 1998)<sup>12</sup>. Bref cette construction concourant à la reproduction sociale des inégalités est qualifiée de « *féminisation de la pauvreté* » (Nana-Fabu, 2009)<sup>13</sup>. Le tableau suivant ressort d'ailleurs à cet effet, la perception du travail de la femme en milieu rural :

Questions relatives à la femme	Attitude femmes	Attitude hommes
La femme doit être scolarisée	oui	indifférent
Elle doit avoir un revenu propre	oui	non
Elle peut participer au revenu de la famille	oui	oui
Elle exerce un travail pénible	oui	non
L'approvisionnement en eau est pénible	oui	non
La collecte du bois est difficile	oui	non
Le travail au champ est important	oui	oui
Sa participation à l'élevage est importante	oui	oui
Son rôle dans l'éducation est important	oui	oui
Elle doit avoir un nombre limité des enfants	oui	non
Elle doit espacer entre les accouchements	oui	non
Elle doit être alphabétisée	oui	indifférent
Elle doit participer à la prise de décision	Oui	non
On peut améliorer sa situation	Oui	indifférent
Elle a besoin d'argent pour certaines activités	oui	oui

Loin d'être satisfait de la condition actuelle de la femme, l'homme reconnaît qu'il y a des innovations qu'elle peut entreprendre. Ayant besoin d'argent, certaines activités qui peuvent lui générer un revenu seront les bienvenues pour le fonctionnement du ménage. Malgré le fait pour certains hommes de reconnaître la pénibilité des tâches qui lui incombent, ils deviennent indifférents aux problématiques liées à l'alphabétisation et à la formation de la femme, à l'espacement des naissances entre les enfants, au rôle important que peut jouer la femme dans le revenu de la famille et dans la prise de décision. Cette indifférence masque une opposition des hommes à l'indépendance des femmes. Celles-ci au contraire sont très favorables aux différents items qui peuvent contribuer à leur évolution<sup>14</sup>.

<sup>11</sup> PNUD,(1998), *La pauvreté au Cameroun*, Douala, Graphics systems.

<sup>12</sup> PNUD, (1998), Op Cit.

<sup>13</sup> Nana-Fabu, (2009), *The feminization of poverty in Cameroon*, Yaoundé, Clé.

<sup>14</sup> Notamment l'éducation, l'alphabétisation, l'augmentation des sources de revenu, la participation à la prise de décision, l'amélioration de sa situation et son avis sur la femme etc...

Bref, dans l'ensemble, les femmes sont plus favorables à ce que soient introduites des innovations systémiques qui puissent conduire à une élimination des inégalités construites, et freins au développement participatif. Quant aux hommes, ils sont plus ouverts dans les secteurs qui ne remettent pas leurs pouvoirs en cause (collecte du bois, gestion des champs etc...) et conservateurs quand il s'agit de la prise des décisions, (la gestion des finances dans les ménages, la procréation....). Il est difficile d'évaluer précisément la contribution des femmes au secteur agricole, en raison de l'absence des statistiques ventilées, mais au regard des observations faites sur le terrain, nous estimons que les femmes rurales fournissent environ 90% des denrées nécessaires à la subsistance de la population. En dehors des travaux ménagers, les femmes travaillent également dans les cultures d'exportation. Pendant la grande saison de récolte, les femmes consacrent six à huit heures par jour aux travaux agricoles. En 1989/90, plus de 20% des foyers ruraux étaient dirigés par une femme (ECAM1), preuve de son dynamisme dans le développement rural. En 1983, le Cameroun a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qu'il a ratifiée en 1994. La Constitution garantit l'égalité entre les hommes et les femmes, et le Code civil assure l'égalité des droits en matière de patrimoine, de crédit et d'emploi. Toutefois, le poids des traditions est source de discriminations à l'égard des femmes (seuls les chefs de famille de sexe masculin peuvent posséder la terre par exemple).

### **3. La dynamique socioéconomique des coopératives dans le développement rural**

Au regard de l'impact de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté, la politique agricole actuelle du Cameroun est tournée vers un accroissement de la production vivrière, le développement des activités de transformation et de stockage des aliments. C'est dans cette perspective que très souvent, les coopératives sont venues en aide aux femmes dans la réalisation de leurs projets. Les observations faites par exemple dans la localité de Pouma, Manguenda 2, Dingombi, Boumyebel etc. révèlent que l'impact des coopératives agricoles dans la lutte contre la pauvreté féminine est notoire ! Ce soutien a un impact socioéconomique microscopique (au sein des ménages) et macroscopique (dans le village).

#### **3.1. L'impact socioéconomique des coopératives dans les ménages ruraux**

##### **3.1.1. La gestion des temps sociaux**

La gestion des temps sociaux devient un élément important pour les membres des coopératives agricoles rurales dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. Il est appréhendé dans sa dimension sociale comme la somme en durabilité des tâches, des investissements collectifs des différents groupes dans la division sociale du travail. Pour ceux des acteurs faisant partie du personnel, il devient difficile de vivre totalement en rupture avec les activités agricoles propres au ménage. Il faut dans ce cas allier les nouvelles responsabilités professionnelles et l'agriculture, activité principale de source de revenu. Des observations faites, certaines femmes vaquent à leurs occupations en matinée ou en soirée, voir des jours sans toutefois imaginer l'impact de leurs absences dans le fonctionnement de la coopérative surtout quand elles sont spécialisées dans les services. La preuve, les déclarations suivantes, *« je ne peux pas vivre sans mon champ, ce qu'on me donne à la fin du mois m'aide beaucoup et participe profondément à la lutte contre la pauvreté, mais, ne peut pas résoudre tous mes problèmes de famille. Aller m'asseoir là-bas toute la journée serait suicidaire, j'alterne ma présence entre les matins et les soirs. D'ailleurs, il y a des jours où personne ne vient pour se procurer des semences »*. Cette déclaration témoigne de la légèreté avec laquelle certaines coopératives sont gérées en milieu rural. Elles sont englouties dans un espace social dont le mode de gestion est en opposition avec les réalités bureaucratiques. Les temps de famille, professionnels et agricoles deviennent dynamiques. D'ailleurs, *« L'informalité dans la gestion a toujours caractérisé le monde rural : Rien ne dicte formellement qui doit faire quoi, quand et comment ; mais ces règles sont écrites de manière diffuse dans le corps social ; une tranche de temps est accordée, certaines ayant plus de considération. Tout comme il y a le temps des aînés et celui des cadets sociaux, le temps des hommes et celui des femmes »* (Ekomo et Yomb, 2009)<sup>15</sup>.

### **3.1.2. Mutation dans les techniques de production et offre de services diversifiés**

Concernant les techniques de productions agricoles, les changements dans le système de production sont observables tant dans l'acquisition de nouvelles cultures, l'économie de la plantation. Au regard de la demande du marché local et sous régional et même national, les coopératives offrent les opportunités de diversifier leurs cultures, de rythmer leurs activités de la monoculture à la pluri-culture. Les femmes reçoivent des formations qui leurs

---

<sup>15</sup> Ekomo et Yomb, (2009), La socioéconomie du développement local : Présentation d'un projet de développement en milieu rural camerounais in *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, N°138, Tunis.

permettent d'améliorer considérablement la production dans leurs ménages. Ainsi, les cultures telles que le manioc, la patate, le taro etc, sont désormais associées dans les ménages des régions du grand sud à la banane plantain, à l'igname, aux concombres, à la culture du piment, à la tomate et au développement des cultures maraîchères. La même observation est faite dans les ménages du grand nord du Cameroun où les cultures du coton, du mil du soja sont associées aux nouvelles variétés avec l'aide de l'IRAD<sup>16</sup>. Bref, « *Les cultures qui étaient hier destinées à la consommation sont aujourd'hui dans les marchés et constituent des sources de revenu non négligeables de l'économie familiale. Pendant les périodes mortes, celles de fleurissement de la culture de rente ou alors du développement des cabosses en ce qui concerne la culture du cacao, les responsables font recours aux cultures subsidiaires dont le cycle de production est moindre. C'est alors que l'on retrouve à cette période morte le développement des cultures maraîchères (les légumes, le concombre, les aubergines, le palmier à huile etc....). Aussi, il est noter que de plus en plus, les paysans font recours aux variétés de cultures mises à leur disposition par les structures de recherche en l'occurrence ici l'IRAD* » (Yomb, 2011)<sup>17</sup>. Les sources de revenus étant multipliées, les ménages ont ainsi des opportunités de participation aux projets sociaux (cotisation pour la construction et la réhabilitation d'un pont, aménagement ou réaménagement d'une source, achat du matériel éducatifs et sanitaires dans certaines écoles et centres de santé etc...), l'inscription des enfants dans les établissements privés en cas de nécessité, ce qui constituait des abandons pour ceux-ci dans le passé, compte tenu du coût élevé de frais d'écologie. C'est dans ce sens que la SOCOOPAGRO offre à ses membres plusieurs services allant des crédits, de l'épargne à l'investissement, des formations multiples. Le premier service lié au crédit, apporte un soutien énorme aux membres proposant de développer des projets susceptibles de générer des revenus et garantissant le remboursement du crédit contacté. Grâce à ce service, certaines femmes de la localité de Pouma ont pu monter des structures de production. A ce titre, « *j'ai pu ouvrir une petite quincaillerie avec le soutien de la coopérative et aujourd'hui, je parviens à solder la scolarité des mes enfants* », nous a déclaré une habitante de Pouma, membre de la coopérative. Toujours dans le même registre, des offres de service telles que, la location du matériel agricole, des offres de formation, l'acquisition des intrants agricoles etc.... Le remboursement se réalisera au lendemain de la

---

<sup>16</sup> Institut de Recherche Agronomique et de Développement

<sup>17</sup> Yomb, (2011), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, thèse de Doctorat/Ph.D de sociologie, Douala, FLSH

vente des produits issus de la récolte et sans prélèvement des intérêts. La « boutique de la coopérative » offre aux membres des intrants agricoles, des produits agro- alimentaires à des prix bas. Par contre, pour celles des femmes non membres des coopératives, les prix sont différenciés. Cette différence de prix reste acceptée par les non membres, car, la coopérative rapproche les acteurs locaux des nouvelles technologies et l'impact au niveau de l'économie des transports est notoire et reste également inscrite dans les réseaux de distribution. Même quand il y a rareté sur le marché, elle finit toujours par satisfaire la demande des membres. Enfin, un service d'épargne est offert aux membres sans distinction du pouvoir de revenu, de sexe d'âge, d'ethnie ou de statut social etc.... C'est d'ailleurs pour cette raison que l'inscription pour être membre est de 18500 Fcfa en trois ans en tant qu'acteur physique. Ceux-ci en même en période soudure, ou alors de manque de liquidité, peuvent bénéficier des mêmes services au près de la coopérative. Une ménagère à ce sujet a déclaré : *« J'ai commencé ma saison cette année avec l'aide de la coopérative. Je n'avais presque rien entre mes mains. J'ai pu obtenir certains produits agricoles avec l'aide la coopérative, donc je pense que c'est un instrument efficace de lutte contre la pauvreté et d'émancipation de la femme qu'il faut développer partout en milieu rurale au Cameroun »*. Sur le plan de l'éducation, la coopérative a assuré les inscriptions des enfants dans les établissements sollicités par les femmes membre et même en fournitures scolaires. Quant à la santé, des partenariats ont également été signés avec certaines structures sanitaires de la place. De tous ces services évoqués plus haut, la garantie se fait tout simplement sur la présentation d'un champ quelconque mis sur pied par le bénéficiaire et dont la vente des produits récoltés sera conjointement assurée avec les délégués de la coopérative.

### **3.1.3. Les mutations socioéconomiques dans les campagnes camerounaises**

Dans la lutte pour le développement, l'impact socioéconomique des coopératives agricoles féminines n'est pas seulement une affaire des ménages, mais de l'environnement de la région dans son ensemble. Que ce soit Pouma, Dingombi, Mtaomb, Tignère, les coopératives ont été d'importants leviers de développement. Elles ont ainsi participé dans l'encadrement des acteurs économiques en général et ruraux en particulier. Dans leur déploiement, la mise sur pied des projets collectifs.

A Pouma par exemple, toujours avec la SOCOOPAGRO<sup>18</sup>, cette fois sur le plan régionale, s'investit à améliorer les conditions de vie des habitants en générale et des femmes en particulier de la localité. La mise sur pied d'une boutique communautaire avec pour principal objectif, la lutte contre l'insécurité alimentaire a été l'un des investissements de la dite structure. L'un des services rendus aux populations de Pouma et celles environnantes est ce partenariat signé avec la SODECAO<sup>19</sup> en Octobre 2008. Ce co-développement consiste pour le Ministère de l'agriculture et du développement rural à travers la structure ci-dessus citée à apporter une assistance technique aux agriculteurs. Ainsi, la SODECAO offre des plants de cacao aux membres et non à un prix raisonnable, les premiers étant quand même plus avantagés. En plus, le suivi des paysans et des plantations est assuré par deux techniciens (un technicien chef et son adjoint). Le premier a été formé au Collège régional de l'agriculture d'Ebolowa (CRA), le second par la SODECAO, à Pouma et à Mvomeka'a. Concernant l'entretien, c'est-à-dire le désherbage, l'arrosage des pépinières, des emplois ont été offerts. Les locaux recrutés à cet effet sont rémunérés mensuellement par la coopérative. A l'occasion du lancement des activités, des enquêtes menées dans l'arrondissement ont estimé une demande s'élevant à 480.000 plants pour la création de nouvelles plantations. L'une des innovations majeures introduites dans le cadre de ce projet de développement agricole est l'introduction des nouvelles variétés et les plantations associant le cacao aux bananiers plantains. Cette politique permet aux planteurs de recouvrer leur investissement et ceci dès la première année avec les revenus de la banane plantain ; Les feuilles de cette dernière étant en même indispensables à la fermentation du cacao. (Yomb, 2011)<sup>20</sup>. Une autre coopérative à savoir la COOPAFERLOS<sup>21</sup> installée dans le littoral, le Sud et le Sud-ouest, assure la production et la distribution du café, du maïs, des patates, des ananas, et surtout, du gingembre et de sa transformation. Cette activité alimente la socioéconomie de la région avec un impact majeur dans la vie des acteurs sans distinction d'âge et de sexe, d'appartenance ou pas à la coopérative. La SOCOOPLALEC<sup>22</sup> située dans la région du Centre du Cameroun participe aussi bien dans l'amélioration des conditions de vie des acteurs locaux membres et non. Elle assure dans les campagnes du Centre, la production, la collecte, le groupage, le transport, l'usinage, le conditionnement,

---

<sup>18</sup> SOCOOPAGRO (Coopérative d'épargne, de crédit et promotion de l'investissement)

<sup>19</sup> SODECAO (Société de Développement de Cacao)

<sup>20</sup> Yomb, (2011), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, thèse de Doctorat/Ph.D de sociologie, Douala, FLSH

<sup>21</sup> Coopérative Agropastoral des Femmes Rurales du Littoral, de l'Ouest et du Sud Ouest

<sup>22</sup> Société Coopérative des Planteurs d'Agrumes (fruits) et Légumes du Centre

l'emballage, le triage, la conservation, la transformation et la vente des fruits, agrumes et légumes, ainsi que tous autres produits agricoles provenant des exploitations des adhérents membres et usagers. Bien que les personnes non adhérentes n'aient pas les mêmes avantages que les membres, elles bénéficient elles aussi en termes de temps (achat sur place des produits désirés), de techniques (bénéficient des formations moyennant le paiement d'un certain montant qui aurait été plus élevé si elles les avaient désiré elles mêmes). Enfin, en ce qui concerne les Coopératives d'Épargne et de Crédit (COPEC), leurs impacts socioéconomiques s'avèrent indispensables dans le développement rural au regard des démarches complexes d'obtention de crédit auprès des établissements bancaires. Pour lutter efficacement contre la pauvreté. Celles-ci se sont constituées en réseaux : Nous avons par exemple à cet effet les Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit (CMEC), encadrées par l'ONG, SAILD<sup>23</sup> dont le siège est à Yaoundé. Elles sont regroupées en trois réseaux qui sont, l'Union des Sociétés Coopératives d'Épargne et de Crédit Binum du Cameroun (CMEC Ouest), la Network of Noweforch Savings and Loans Cooperative Societies of North West (CMEC Nord-Ouest), le Réseau des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédits du Grand Nord (CMEC Grand Nord). Nous avons également la Ligue des Caisses populaires Coopératives du Cameroun (CAMCCUL). Elle est particulièrement spécialisée dans le développement rural et dans le secteur de la micro-finance au Cameroun ; elle regroupe 212 coopératives et dispose de plus de 200.000 membres sur l'étendue du territoire national. Avec plus de 33 milliards de F CFA d'épargne, elle a octroyé plus de 22 milliards de F CFA de crédits aux membres il y a six ans (Cameroon Tribune, 2005)<sup>24</sup>. L'ONG SAILD reste au Cameroun un acteur majeur en termes d'assistance aux populations rurales dans la socioéconomie locale. Les formations principales offertes deviennent de plus en plus dynamiques et techniques et peuvent se résumer ainsi qu'il suit aux niveaux suivants : « 1 Les personnes désignées pour assurer la gestion ou la coordination d'une activité reçoivent des formations ciblées qui correspondent à leurs responsabilités : gérer une caisse, conduire une réunion du comité de crédit, accompagner telle opération de production ou de commercialisation, etc. 2. Les paysans d'une zone donnée engagés dans une activité reçoivent des formations et un accompagnement adaptés à l'activité qu'ils conduisent. 3. L'accompagnement de la formation des paysans par les paysans. Bref, le SAILD accompagne ces formateurs paysans

---

<sup>23</sup> Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement

<sup>24</sup> Quotidien d'informations nationales bilingue du Cameroun



*dans l'acquisition de compétences pédagogiques et dans la formation in situ de leurs pairs »*  
(Njonga, 2010)<sup>25</sup>

### 3.1.4. La femme : une nouvelle actrice majeure dans le système d'échange local

- **La redistribution des rôles** : Avec le financement et la réussite des projets des femmes, les rapports sociaux de sexe jouent en faveur de celles-ci qui se répartissent les domaines naguère méprisés par les hommes. Il y a une domination forte de l'effort d'entreprendre féminin (primat dans les prises des décisions socio-économiques) et l'affaiblissement du statut masculin dans le ménage et dans la collectivité. Dans ce type de ménage, les femmes entretiennent les dépenses, modifient profondément les modes de vie de même que la gestion financière des ménages. Autre innovation dans le système de production, les hommes qui, hier, se consacraient surtout à la monoculture d'exploitation des champs de cacao, de palmier à huile se sont convertis en apportant un appui considérable aux femmes qui se sont plutôt orientées vers la diversification des cultures vivrières. Le vivrier étant produit à double objectif : la consommation domestique, d'une part et la commercialisation (patate, taro, macabo etc.), d'autre part. Dans ces différents ménages, les conjoints développent des stratégies pour la maximisation du revenu ménager parce qu'un système de production fondé sur la monoactivité produit un capital social faible. Par contre un système de production qui repose sur la pluriactivité développe un capital social fort. (Ekomo, 2001)<sup>26</sup>. Bien que la présence de l'homme soit permanente dans les activités agricoles, nous observons que les femmes ont une grande influence sur la façon dont est mené le travail dans les ères de travaux, *« c'est moi qui décide et pas mon mari. C'est moi qui sait à quel moment de l'année il faut commencer à semer »* nous a déclaré une enquêtée de la région de Pouma. Dans cette approche, les femmes conservent les variétés plus robustes ou plus résistantes à des endroits précis. (Yomb, 2010)<sup>27</sup>

- **Le statut des nouveaux acquéreurs** : La crédibilité de la femme se fait ressentir même auprès des bailleurs de fonds lorsqu'il faut allouer des crédits aux populations locales. Ce choix se veut stratégique parce que la femme est celle-là à qui la responsabilité incombe de

<sup>25</sup> Njonga B., (2010), « La formation des Organisations Paysannes au SAILD » in Revue thématique, *AGRIDOC*

<sup>26</sup> Ekomo Engolo, (2001), « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun » in *Revue française de sociologie*, Marseille, N° 42-2, ed Ophrys.

<sup>27</sup> Communication faite le 16 Avril 2010 au Maroc(Oujda) lors du colloque internationale sur les microfinances

nourrir au quotidien la famille. Pour ces différentes raisons, « *les femmes se sont avérées beaucoup plus fiables que les hommes pour le remboursement des prêts et il y a plus de chance qu'elles utilisent l'argent gagné d'une manière qui optimise les retombées positives pour l'ensemble de la famille* » (Sue Wheat, 2000)<sup>28</sup>. Dans ce contexte, elle est capable de prendre certaines décisions ou initiatives sans consulter à l'avance son mari quand elle en a un. Ce glissement du pouvoir des hommes vers les femmes est aussi dû au fait qu'elles sont actives et incontournables dans les différents circuits économiques des systèmes d'échanges locaux en milieu rural. C'est la principale raison pour laquelle, « *Les rapports sociaux de sexe jouent en faveur des femmes qui se répartissent les domaines naguère méprisés par les hommes. Il y a une domination forte de l'effort d'entreprendre féminin (primat dans les prises des décisions socio-économiques) et l'affaiblissement du statut masculin dans le ménage et dans la collectivité* » (Ekomo Engolo, 2001)<sup>29</sup>.

Toujours dans leurs stratégies d'émancipation, elles deviennent des actrices majeures dans les réseaux tontiniers : la tontine est définie comme une forme d'association dans laquelle sont simultanément articulées les conduites économiques et sociales. Elles se présentent et s'imposent comme étant de puissants réseaux de sociabilité. En plus, les tontines se présentent également comme le panier des biens auquel les individus accordent leurs relations de préférence, c'est-à-dire une fonction d'utilité économique pour les individus ; cotisations, épargne, gain et pour les communautés, financements de projets de développement et de microstructures de production, création de coopératives, constitution des banques populaires (Lelart, 1990)<sup>30</sup>. D'un autre côté, les tontines développent une fonction d'utilité sociale en tant que chaîne de solidarité en construction permanente : type mutuel, assurance ou fonds de caisse pour les malheurs et les bonheurs, entraides multiformes (Bekolo Ebe, 2002)<sup>31</sup>. Les tontines se présentent donc comme étant également une réponse des populations pauvres face à l'incapacité de l'Etat de résoudre leurs problèmes ; ce sont des stratégies qu'une communauté développe. Les pratiques tontinières

---

<sup>28</sup> Sue Wheat (2000), « petits crédits, grands projets » in *le courrier ACP/ UE*, n° 183

<sup>29</sup> Ekomo Engolo, (2001), « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun » in *Revue française de sociologie*, Marseille, N° 42-2, ed Ophrys.

<sup>30</sup> Lelart, (1990), *La tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, John Libbey Eurotext

<sup>31</sup> Bekolo Ebe B. et al. (2002), *Intermédiation financière et financement du développement en Afrique*, Yaoundé Presse universitaire.

font partie des conduites économiques tenues généralement le week-end (samedi et dimanche) et permettent aux ménages de subvenir aux besoins de la famille (santé, éducation...).

### Conclusion générale

Les coopératives, quelques soient leurs secteurs d'activités, demeurent de véritables réponses apportées par les populations en général et les femmes rurales en particulier, face au désengagement de l'Etat. Loin de lutter exclusivement contre un développement venant du haut ou descendant, les femmes s'accaparent de leur propre développement sans toutes fois être réfractaires aux dynamiques exogènes. De part la construction de ces organisations intermédiaires, les populations s'inscrivent dans le paradigme de l'intégration et par ricochet, la construction de la solidarité locale, la régulation de la pauvreté. Il est cependant observé que les coopératives rencontrent d'énormes difficultés dans leur déploiement sur divers plans (technique, technologique humain etc...). Leurs impacts sont nombreux et divers et se recrutent sur les plans (microscopiques et macroscopiques). Bref, la lutte contre la pauvreté en milieu rural camerounais se régule mieux par les initiatives de développement pensées et entretenues par les populations locales elles mêmes. Les coopératives dans ce sens, restent pour les femmes une tribune d'expression de savoir faire et de construction d'un développement autonome et autoentretenu. Car, comme le mentionnait si bien un auteur camerounais, *«un vrai développement est celui que l'on invente, celui qui est local parce que pris en charge par la communauté elle même »* (Elong, 2005)<sup>32</sup>. En définitive, dans tous les espaces ruraux au Cameroun, qu'elles soient informelles, reconnues, éphémères, souples, de grande ou petite taille, les coopératives paysannes sont à la fois le lieu d'expression des intérêts de paysans et un moyen d'atteindre les objectifs qu'ils se fixent. Si les organisations paysannes et rurales intéressent un nombre ne croissant de personnes, c'est qu'elles sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement du Cameroun en général et rural en particulier. Pour les femmes par contre, elles demeurent un espace d'émancipation et d'expression du respect des droits de l'Homme en général et de l'expression de la liberté en particulier.

---

<sup>32</sup> Elong (2005), *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*, Yaoundé, PUY.

## Références bibliographiques

- Bekolo Ebe B. et al. (2002), *Intermédiation financière et financement du développement en Afrique*, Yaoundé, Presse universitaire de Yaoundé.
- Bajoit G., (1992), *Pour la sociologie relationnelle*, Paris, PUF
- Brunel, (2000)
- Durkeim E., (1987), *De la division du travail social*, Paris, PUF
- Ekomo Engolo et Yomb, (2009), « La socio-économie du développement local : présentation d'un projet de développement en milieu rural camerounais », in *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, Tunis, CERES
- Ekomo Engolo, (2005), « La crise du lien social dans le développement local » in *les annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* de l'université de Douala
- Ekomo Engolo, (2001), « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun » in *Revue française de sociologie*, Marseille, N° 42-2, ed Ophrys.
- Elong J.G., (2005), *Organisations paysannes et construction des pouvoirs dans le Cameroun forestier*, Yaoundé, PUY.
- Ferréol G., et al (2002), *Dictionnaire de sociologie*, paris 3ème ed, Armand colin, p.242.
- FIDA, (1992), Fond des Nations Unis pour le Développement Agricole
- Guerin I., Servet J.M., (2004) " *Exclusion et Liens Financiers – Rapport du Centre Walras 2003*", Paris, Economica.
- Lammerink M.P., et Wolfers I., (1998), *Approche participative pour un développement durable*, Paris, Karthala
- Lelart M., (1990), *La tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, John Libbey Eurotext
- Mebu Nchimi, (1996), « le genre au Cameroun, diagnostic, politiques et stratégies de valorisation du potentiel féminin » in *GTZ/ BC*, Yaoundé.
- Nana-Fabu, (2009), *The feminization of poverty in Cameroon*, Yaoundé, Clé.
- Njonga B., (2010), « La formation des organisations paysannes au SAILD » in *Revue thématique, AGRIDOC*
- Ngue S., et Nhanag., (2000), *Code civil*, Cameroun, Ed, MINOS 2000, pp. 856-882)
- Thieba (1992), « Les organisations paysannes : émergence et devenir », *Bulletin de l'APAD*, N°
- PNUD, (1998), *La pauvreté au Cameroun*, Douala, Graphics systems.
- Predervand, (1989), *Une Afrique en marche*, Paris, Plon.
- Raynaud, (1989), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris, Armand colin
- Sue Wheat (2000), « petits crédits, grands projets » in *le courrier ACP/ UE*, n° 183, p. 60-62.
- Yomb, (2006), L'impact socioéconomique d'un projet de développement en milieu rural : Cas du projet AID de Pouma, Douala, FLSH, Université de Douala.
- Yomb J., (2011), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural*, thèse de Doctorat/Ph.D de sociologie, Douala, FLSH